

Leçon 1 : Les principes et les espaces du débat démocratique

Introduction : Le régime démocratique, régime politique fondé sur le principe que la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens, soit directement (par des référendums) soit indirectement par l'intermédiaire de ses représentants élus, place le peuple à l'origine du pouvoir politique à travers le droit de suffrage qu'il lui reconnaît et met le pouvoir politique au service des droits de l'Homme et des libertés individuelles. Il repose pour fonctionner sur l'information, le débat et les controverses, la négociation et le consensus, au sein des partis politiques comme des différentes institutions sur lesquelles s'appuie la démocratie.

En quoi la culture du débat est-elle essentielle à la vie démocratique ?

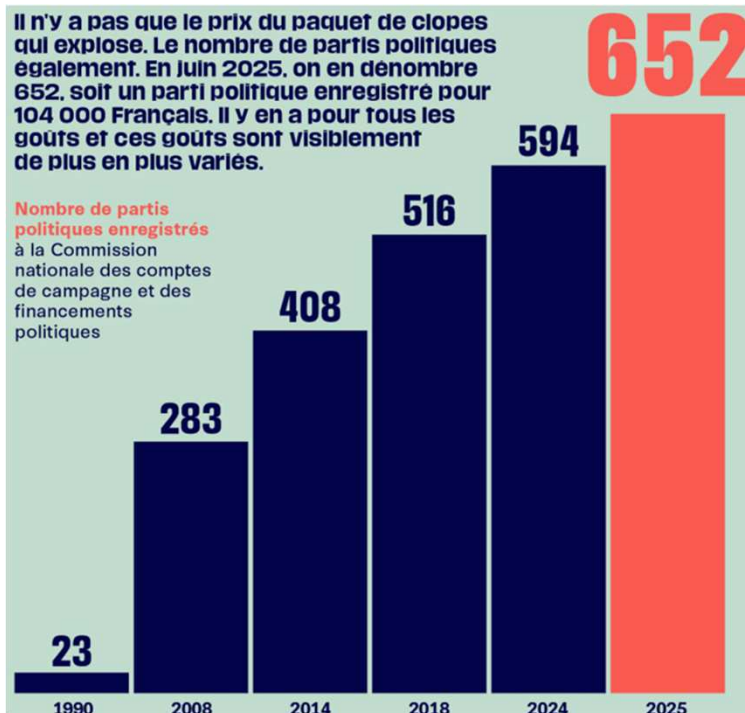
Les partis politiques et la culture du débat en France

Les partis politiques

Le rôle essentiel des partis politiques est de participer à l'animation de la vie politique. L'article 4 de la Constitution dispose : "Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage". De manière plus précise, les partis remplissent deux fonctions :

- Ils sont les intermédiaires entre le peuple et le gouvernement. Le parti élabore un programme présentant ses propositions qui, s'il remporte les élections, seront reprises dans le projet du gouvernement. Les partis de l'opposition peuvent proposer des solutions alternatives à la politique de la majorité en place et ainsi remplir une fonction « tribunitienne » ...en traduisant le mécontentement d'un certain électorat populaire. Cependant, on note depuis quelques années une certaine désillusion des citoyens envers les partis, qu'ils ne considèrent plus forcément comme leurs meilleurs représentants et intermédiaires. L'augmentation du taux d'abstention aux différentes élections traduit peut-être cette réalité.
- Les partis ont aussi une fonction de direction. Ils ont pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir afin de mettre en œuvre la politique annoncée. Si dans les régimes pluralistes (où existent plusieurs partis) la conception traditionnelle est que le pouvoir exécutif est en charge de l'intérêt national indépendamment des partis, ceux-ci assurent bien la conduite de la politique nationale, par l'intermédiaire de leurs représentants au gouvernement et dans la majorité parlementaire. Ils légitiment et stabilisent le régime démocratique, en le faisant fonctionner. animateurs du débat politique, ils contribuent aussi à structurer l'opinion publique. De plus, avec la tendance à la professionnalisation de la vie politique, les partis ont acquis un rôle de sélection des responsables appelés à gouverner.

Les partis politiques



<https://www.liberation.fr/13 juin 2025>

Pour bénéficier d'émissions de campagne sur le service public audiovisuel, les partis ou groupements politiques candidats aux législatives doivent en faire la demande au ministre de l'Intérieur... En vue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, le ministre de l'Intérieur a pris un arrêté qui définit la liste des partis ou groupements politiques qui peuvent bénéficier des émissions du service public audiovisuel pour la campagne électorale.

L'arrêté établit une liste de 14 partis ou groupements politiques :

- Alliance centriste
- Debout la France
- Ensemble pour la République
- Horizons
- La France Insoumise (LFI)
- Les Ecologistes - Europe Ecologie Les Verts
- Les Républicains
- Lutte ouvrière
- Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Révolutionnaires
- Parti Socialiste
- Rassemblement national
- Reconquête !
- Régions et Peuples Solidaires
- Union des Démocrates et Indépendants - UDI.

<https://www.vie-publique.fr/>

Les partis politiques

Les partis politiques en France comme dans la plupart des régimes démocratiques, sont depuis longtemps la cible des critiques les plus contradictoires : ils sont tantôt accusés de confisquer tous les pouvoirs, tantôt d'être impuissants devant les « puissances d'argent », les « lobbies », « les médias »... ils sont accusés d'être coupés de la société, de n'être plus représentatifs que des intérêts de leurs dirigeants et d'être impuissants à mettre en œuvre leur programme... Les politistes s'accordent *a minima* sur le constat que les partis sont devenus au fil du temps l'affaire de professionnels de la politique et d'experts ¹. Instance de sélection et de coordination du personnel politique, les partis se sont transformés en instruments au service de leurs élus, président ou premier ministre au sommet, parlementaires et élus locaux à la base, au détriment de la réflexion doctrinale et de la formation des militants... les partis ont affaire à des citoyens plus exigeants qui n'hésitent pas à les sanctionner ou à les contourner en recourant à d'autres canaux et modes d'expression : manifestations, pétitions, occupations de lieux publics, recours juridiques contre des décisions politiques... Une fois au pouvoir, ils ont régulièrement déçu une partie de leurs électeurs en raison des contraintes multiples auxquelles sont confrontés tous les décideurs politiques, contraintes que l'intégration européenne et la mondialisation économique n'ont fait que renforcer. Ce phénomène n'est pas nouveau. L'incapacité actuelle des partis à agréger les attentes de leurs électors et à les traduire en politiques publiques atteint actuellement un tel niveau que la défiance à leur égard semble à son paroxysme... Si 60 % des Français continuent malgré tout de se déclarer proches d'un parti et expriment une défiance moins grande pour chaque parti pris isolément et notamment pour celui dont ils se disent proches ⁴, la forte volatilité électorale constatée au cours de ces dernières années, qui s'est traduite par l'effondrement des deux partis qui ont dominé la vie politique française au cours des quarante dernières années (le PS et Les Républicains), confirme la faiblesse atteinte par les partis politiques dans notre pays. Pour que les partis français redeviennent des organisations puissantes capables de produire du sens partagé, de sélectionner des représentants à l'image de la diversité de leur électorat et de mettre en œuvre les programmes qu'ils auront élaborés, ils doivent donc non seulement remettre en cause de fond en comble leurs pratiques, mais aussi œuvrer collectivement à remettre en question la centralité de l'institution et de l'élection présidentielles.

Les partis politiques

En désaccord avec Olivier Faure, Boris Vallaud et son courant quittent la direction du PS

Dans un courrier adressé au premier secrétaire du PS, le camp Vallaud dénonce une « collégialité bâclée », une « brutalisation du fonctionnement » des instances du parti et une « stratégie d'isolement et d'enlèvement »...C'est l'ensemble du courant incarné par Boris Vallaud qui décide ainsi de claquer la porte, c'est-à-dire 24 membres dont 21 secrétaires nationaux, soit environ un tiers de la direction. Ces départs illustrent l'exacerbation des tensions au sein du Parti socialiste depuis plusieurs mois, notamment autour de la question de la primaire de la gauche, défendue par Olivier Faure et rejetée par Boris Vallaud...« *Tu as préféré la fuite en avant au débat et au vote* », poursuit-il, accusant Olivier Faure de « *tenir à distance de la direction du parti, depuis des mois, celles et ceux qui avaient fait le choix de (le) soutenir* ». Olivier Faure se retrouve désormais minoritaire au sein des instances, et plus isolé que jamais.

<https://www.marianne.net/> 8 mai 2026.

Laurent Wauquiez a affirmé sur BFMTV-RMC ce jeudi 4 septembre que Les Républicains ne censureraient "ni un gouvernement PS, ni un gouvernement RN". À l'inverse, l'actuel ministre de l'Intérieur indique qu'il "n'est pas question de cautionner la pire des politiques" ...Désaccord au sein des Républicains, quant à un potentiel gouvernement de gauche. Le chef des députés LR Laurent Wauquiez et le président des Républicains Bruno Retailleau ne semblent pas sur la même longueur d'onde. Alors que le premier, député de Haute-Loire, a indiqué sur BFMTV-RMC ce jeudi 4 septembre, que les LR ne censureraient "ni un gouvernement PS, ni un gouvernement RN" pour éviter "une instabilité catastrophique", le second l'a contredit dans un tweet publié sur X. "La droite refusera toujours la politique du pire, pour la stabilité du pays. Mais il n'est pas question de cautionner la pire des politiques. Si LR a accepté d'entrer au gouvernement, c'est justement pour empêcher la gauche d'accéder au pouvoir", a ainsi écrit l'actuel ministre de l'Intérieur.

<https://www.bfmtv.com/> 4 septembre 2025.

Les partis politiques

PRÉSIDENTIELLE 2027: QUI PROPOSE QUOI SUR LES RETRAITES?

C'est au Rassemblement national que la question semble la plus embarrassante et la réponse la plus confuse. Le patron du parti, Jordan Bardella, a jeté un pavé dans la mare en glissant à la presse allemande début mai que son parti était "en train d'examiner la question" d'un relèvement de l'âge légal. Alors que Marine Le Pen a tenté d'éteindre le feu et réaffirmé la position totémique du parti – revenir à 62, voire 60 ans, avec 40 à 42 années de cotisation –, Jordan Bardella a persisté. "L'âge légal ne veut rien dire, ce qui compte c'est la durée de cotisation", a-t-il affirmé en promettant de présenter bientôt "un nouveau système".

La suppression de l'âge légal, c'est ce que propose Gabriel Attal. "Le sujet n'est plus de savoir si c'est 62, 63, 64 ans. La question de l'âge légal ne sert plus à rien", a déclaré l'ancien Premier ministre sur RMC le 1er mai. Le patron de Renaissance veut se concentrer sur la durée de cotisation, avec "de vraies décotes et de vraies surcotes", estimant que "ça donne plus de liberté aux Français".

Son principal rival du bloc central, Édouard Philippe, qui avait été chargé de mener la première tentative de réforme d'Emmanuel Macron, est hostile à cet abandon de l'âge légal... Associé par ses adversaires à la retraite à 67 ans pour en avoir évoqué l'idée il y a quelques années, le président d'Horizons expliquait fin mai sur France Inter "que nous allons tous devoir travailler un peu plus longtemps", mais "peut-être pas de façon uniforme tout le monde dans les mêmes conditions jusqu'à 67 ans". Du côté des Républicains, Bruno Retailleau défend l'idée de repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans, position qui était déjà celle de Valérie Pécresse en 2022.

A gauche, le Parti socialiste souhaite, dans son projet présidentiel, ramener l'âge légal à 62 ans sans en faire "le critère central du système". Il propose une durée de cotisation fixée à 43 ans, "réductible en fonction de la pénibilité des métiers". Pour La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon continue quant à lui de défendre "le retour au droit à la retraite à 60 ans pour 40 ans de cotisation". Il a d'ailleurs renouvelé cette promesse lors de son premier meeting de campagne à Saint-Denis le 7 juin.

Les partis politiques



Chaunu, 11 décembre 2024.

La culture du débat

« Réfléchir », voilà une tâche bien ardue. Elle suppose que l'on s'attache à en remplir certaines conditions qui, si elles ne sont pas suffisantes, sont assurément nécessaires. Et l'une de ces conditions majeures est la culture du débat. Car si l'on ne réfléchit bien que dans une certaine confrontation de points de vue, dans un certain choc des idées, cette confrontation ne peut pas prendre la forme de la posture qu'adopteraient les unes et les autres dans leur camp retranché. Admettre que l'on a besoin de la réflexion des autres est une nécessité pour faire avancer la sienne ; encore faut-il vouloir qu'elle avance. Il y a ainsi une certaine modestie nécessaire au débat, et donc à la réflexion et finalement à la pensée. Une certaine modestie et une certaine ouverture. Autant le désaccord, voire le malentendu, peut être fécond, autant le refus de le mettre à plat (généralement pour l'honorable raison que l'on n'en a pas le temps) est un obstacle à toute avancée de la pensée.

[https://blogs.mediapart.fr/ laurent Lévy](https://blogs.mediapart.fr/laurent%20L%C3%A9vy), 27 mars 2015.

Le sociologue Michel Wieviorka constate que notre pays souffre d'un déficit de culture du compromis. Il ne se fait pas seulement sentir dans les échanges entre élus, mais aussi dans le dialogue trop faible entre les politiques et le reste de la société. À commencer par les corps intermédiaires et le tissu associatif... Notre pays souffre d'un déficit de culture du débat et de la négociation, voire du compromis. Cela s'observe dans la vie proprement politique, même si son récent échec électoral aux législatives pousse le chef de l'État à rechercher des accords avec des opposants. Cela se voit aussi dans la relation des acteurs politiques à la société, quand le pouvoir ignore les corps intermédiaires, ou que l'opposition parle de la « rue » comme d'une masse inquiétante prête à surgir. Cela enfin tараude également la société civile, quand en son sein la méfiance, le complotisme, les « fake news », les jalousies et les discours de haine l'emportent sur l'échange argumenté et le souci de vivre ensemble démocratiquement.

<https://www.ouest-france.fr/> 8 août 2022.

La culture du débat

Éloquence, clash, voici des expressions dont on se demande si elles font bon ménage quand le débat public semble rongé par la violence verbale et la volonté d'humilier l'autre. La raison pour laquelle le clash est le contraire du débat, c'est précisément parce que le clash sert d'écran de fumée pour éviter qu'on discute du fond. **Le but d'un clash, c'est littéralement d'empêcher qu'on débatten...** Dans la disputatio, il y a un adversaire. Vous avez un point de vue, il y a le point de vue adverse, mais cela implique que vous reconnaissiez le point de vue de l'autre comme un point de vue qui se tient. Si bien que vous êtes prêts à argumenter face à lui pour défendre votre position. Dans le cas de la polémique au sens moderne du terme, ce n'est pas du tout ce qui se passe. Il n'y a pas d'adversaire, il n'y a que des ennemis. Le but, ce n'est pas de discuter sa position, c'est de lui attribuer la position nécessaire de manière à pouvoir ne pas avoir à discuter et à pouvoir l'annuler... La sémiologue **Pauline Escande-Gauquié**, parle des réseaux sociaux comme des *"monstres 2.0"* ... Elle explique qu'à l'origine des réseaux sociaux *"il y avait la culture des hackers, le désir de donner la possibilité à tout le monde de pouvoir s'exprimer. Il y avait une logique d'horizontalité dans la prise de parole démocratique, de libre-expression et de gratuité. Aujourd'hui on se questionne sur l'héritage qu'il nous reste de cette utopie"* ... Pourquoi Camus dit : "Nous étouffons parmi les gens qui croient avoir absolument raison ?" Parce que c'est un mécanisme fondamental du psychisme humain que le doute est quelque chose de désagréable. [...] La démagogie et les discours fondés sur le clash donnent à entendre ce que l'on a envie d'entendre, ce qui permet d'échapper à l'épreuve du doute et donc d'avoir le sentiment de rester dans son confort intellectuel... L'argumentation n'est pas une pratique innée. Il n'y a pas d'innéisme de la pensée, et de la manière de présenter ses idées, d'argumenter et d'être capable d'entendre le désaccord comme autre chose que comme une offense. Tout cela s'apprend... La philosophe parle à ce titre d'une **"responsabilité des médias à donner à voir au grand public autre chose que des émissions où systématiquement c'est le clash qui prend le dessus."** [...] *Je pense que si on donnait de la visibilité grâce aux médias, à des pratiques véritablement de débat, cela serait une manière de véritablement démocratiser le débat et l'assainir."*

<https://www.radiofrance.fr/> 6 mars 2020

La culture du débat

Le débat démocratique repose sur l'**information** et son accès pour tous les citoyens. L'information constitue en effet la base de la construction du débat, puisqu'elle permet d'**obtenir les connaissances nécessaires à la discussion sur un sujet particulier**.

→ Le rôle des **médias**, qui transmettent l'information, la décryptent et sont même parfois à l'origine de débats, est donc essentiel.

Les médias sont une composante essentielle du débat public qu'ils contribuent à faire vivre avec l'**apport d'informations**.

Par leur **pluralité** et leur **indépendance**, ils rendent possible l'expression d'opinions et d'idées variées, voire contraires au pouvoir en place.

Les progrès techniques et sociaux depuis 1881 ont permis d'ouvrir largement l'accès à l'information. Cette **démocratisation de l'information** fait partie des conditions nécessaires au débat public.

Par leur travail de divulgation de l'information et leur liberté de ton (que ce soit à travers une approche factuelle ou d'opinion), les médias œuvrent pour plus de transparence quant à l'action du pouvoir politique.

Cela ne les empêche pas de parfois prendre position pour ou contre des causes, des idées, orientant alors les débats publics.

La culture du débat



La culture du débat

Débattre, c'est communiquer avec autrui en échangeant des points de vue sur un problème défini. Il faut donc s'engager dans un dialogue, avec des idées consistantes, dans l'espoir que du dialogue surgira « une » vérité. Mais on peut distinguer plusieurs niveaux de débat.

La polémique : c'est le débat lancé pour disqualifier l'adversaire, par des attaques ad hominem, et délégitimer sa position. Elle révèle une opposition tranchée, et engage une véritable guerre, entre deux façons de voir, deux thèses, et finalement deux clans... Dans la polémique sur l'accueil des migrants, ceux qui sont jugés « humanistes » seront taxés d'« angélisme », et dénoncés comme de mauvais patriotes. La polémique est trop souvent le lieu d'expression de la haine, les échanges n'étant que vociférations. On débat ici pour tuer symboliquement l'adversaire. On pourrait dire pour « prouver qu'on a raison ». Comme si le meurtre, qu'il soit réel ou symbolique, pouvait être considéré comme une preuve ! Certains aimeraient bien qu'il en soit ainsi...

Le débat d'opinion : c'est le débat où s'affrontent, de façon raisonnable, les libres opinions des uns et des autres. On débat pour défendre et promouvoir son opinion...

Le problème est que, relevant de la liberté individuelle, une opinion n'a – en soi – pas plus de valeur qu'une autre. Si bien qu'on ne voit pas comment il est possible de sortir « par le haut » d'un débat d'opinions. Dans le meilleur des cas, on échange des arguments. Mais comment trancher de la pertinence des arguments ? Un débat d'opinions pourrait-il déboucher sur « la » vérité ?

Il n'y a donc de passage à la « dispute » (au sens kantien), et de vrai débat possible, en démocratie que si :

l'on s'accorde sur des valeurs communes : d'où l'utilité d'un débat fondateur sur « l'identité profonde » de la nation, thème qui a disparu du programme du « grand débat » ;

l'on comprend et admet que l'intérêt général est en démocratie le Bien suprême. Cela suppose que les Français ne soient plus citoyens simplement sur le plan formel, mais le deviennent réellement. Il leur faut, pour cela, posséder et manifester des qualités personnelles sans lesquelles il n'y a pas de dialogue possible. Car la balle est, in fine, dans le camp des individus... sans un minimum de bonne foi de part et d'autre, le débat est condamné d'avance, car alors le dialogue n'est qu'un leurre. Mais la bonne foi n'est-elle pas aujourd'hui ce qui manque le plus dans la vie politique ? La seconde qualité requise est la capacité de respecter les autres. Tout d'abord, en se gardant de les moquer, ou de les insulter. L'injure n'a jamais fait progresser un débat... la troisième qualité requise est l'humilité. Elle se traduit dans la conviction que personne n'est propriétaire de « la » vérité, et que chacun doit finir par s'incliner devant une « meilleure » raison.

<https://newsroom.univ-grenoble-alpes.fr/> 20 décembre 2018.

La culture du débat

« Pour moi la démocratie c'est la capacité de s'engueuler, d'avoir des règles pour s'engueuler, sans se faire la guerre ».

Olivier Mongin, écrivain, essayiste et éditeur français, 10 avril 2018.

« Il est urgent de retrouver le sens de la dispute intellectuelle, de la confrontation programmatique, du désaccord argumenté(...) La recherche d'un consensus systématique, qui s'est affirmée comme une forme d'idéal modéré est une asphyxie politique ».

Erwan Le Noan, chroniqueur à l'Opinion, 16 février 2026.

« Une forme de relation conflictuelle pacifique est souvent nécessaire, ne serait-ce que comme menace permanente, pour qu'un dialogue véritable puisse avoir lieu entre des individus ou groupes antagonistes, surtout s'ils se trouvent en position asymétrique ». *« Afin qu'une authentique discussion puisse advenir, il faut que les sujets qui se trouvent en situation d'infériorité soient en mesure de lutter pour se faire reconnaître comme interlocuteurs ».*

La démocratie conflictuelle par Raymond Aron, Serge Audier, coll. Le bien commun, ed. Michalon, Paris, 2004.

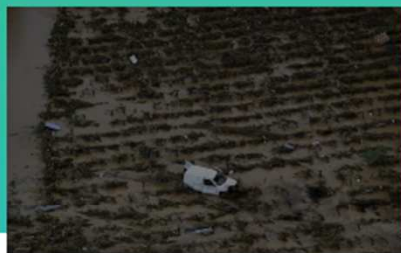
« Refuser de débattre sans conflit, c'est ne pas penser ».

Alain

La culture du débat

Les quatre thèmes du Grand Débat National

Le Gouvernement a proposé quatre thèmes de débat.



La transition écologique



La fiscalité et les dépenses publiques



La démocratie et la citoyenneté



L'organisation de l'État et des services publics

Comment s'est déroulé le Grand Débat ?



Des **réunions d'initiatives locales** ont permis à chacun de débattre au cours de réunions publiques, de se faire entendre et de convaincre.



Chaque Française et chaque Français a pu directement **contribuer en ligne** sur la plateforme granddebat.fr.



Des **stands de proximité** ont été installés dans des gares et des bureaux de poste pour permettre à chacun de donner son avis sur les thématiques du débat.



Des **conférences nationales thématiques** ont été organisées pour faire échanger entre elles les organisations représentatives de la société civile organisée et des élus locaux.



Des **conférences citoyennes régionales** sont organisées avec des citoyennes et citoyens tirés au sort dans chaque région.

Le grand débat national est un débat public français lancé le 15 janvier 2019 par le président de la République, Emmanuel Macron, dans le contexte du mouvement des Gilets jaunes.